



Quels Territoires pour demain ?
32^{ème} Congrès de France Nature Environnement
40^{ème} anniversaire de la fédération

jeudi 3 avril 2008

Message du Président de FNE
aux associations membres et affiliées de la fédération

32^{ème} congrès de FNE :
PRINCIPAUX MESSAGES POLITIQUES

Le 32^e Congrès de notre fédération vient de s'achever à Strasbourg vendredi dernier.

Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration en 2005, le congrès avait pour mission de produire et faire connaître la nouvelle plate-forme de FNE, reconstruite autour de la problématique transversale des territoires, fondamentale pour tout notre mouvement, ancré dans l'action et la réflexion de terrain. Cette entreprise a pu être menée à bien dans un calendrier extrêmement chargé, grâce à la remarquable mobilisation des responsables et de tous les permanents de la fédération. La qualité exceptionnelle de ce travail été saluée par tous les participants au Congrès, et en particulier par les participants extérieurs invités par FNE. Comme l'a souligné Christian GARNIER, vice-président missionné par le Conseil d'Administration pour piloter cette tâche, elle reflète clairement la qualité de tout « l'orchestre FNE » et, j'ajoute, de sa maturité. Je tiens ici à remercier profondément toutes les associations, les permanents et réseaux de FNE qui ont su se mobiliser et apporter leur contribution à l'entreprise, en mon nom et au nom de tout notre mouvement. Tout comme je remercie aussi Alsace Nature pour son travail impeccable d'organisation et d'accueil, qui a largement contribué à l'excellente ambiance de la réunion.

Le Congrès s'est, on s'en doute, inscrit directement dans le nouveau contexte, profondément transformé, de la scène médiatique et politique de la protection de la nature et de l'environnement, avec la perspective de l'effondrement de la biodiversité, du choc climatique, de la crise des ressources, et des famines.

Nous avons voulu et su reprendre l'esprit qui a soufflé sur le « Grenelle de l'environnement » en invitant tous les secteurs représentés dans le processus. Comme en témoignent, et le programme, et le niveau des interventions, ils ont été représentés à un échelon très élevé. De surcroît, deux ministres et une secrétaire d'État sont venus s'expliquer longuement sur leurs intentions, dans ce moment charnière où il s'agit de passer aux actes, tant pour commencer sérieusement à concrétiser de manière efficace les 273 engagements du Grenelle que pour préparer des réformes aussi indispensables et complexes que celles de la politique agricole commune - de surcroît à trois mois de la présidence française de l'Union européenne.

Les témoignages de nos associations, à la fois par les interventions programmées de **Frédéric DECK**, président d'Alsace Nature, de **Pierre BEAUDOUIN**, président de la FRAPNA, d'**Allain BOUGRAIN-DUBOURG**, président de la LPO, mais aussi par de multiples prises de parole depuis la salle, ont permis de montrer les capacités des APNE. Capacité à défendre notre cause concrètement, et volonté de participer à la construction des solutions qui s'imposent ; mais elles ont aussi souligné les grandes difficultés matérielles et souvent, hélas, les déceptions et frustrations devant des décisions de poursuivre des aménagements fondés sur une logique totalement obsolète.

Au nom de FNE, **Bruno Genty** a porté un message très fort sur la nécessité de bâtir une nouvelle économie basée notamment sur une stimulation de la demande en faveur des produits et services soutenables. Il a présenté les grandes mesures que nous avons défendues fermement au sein du Grenelle, finalement reprises en partie dans les engagements finaux de la table ronde: développement des dispositifs de responsabilité étendue des producteurs, responsabilisation accrue des consommateurs, co-régulation de la publicité, tarification incitative du service "déchets", ... Il a terminé en citant deux exemples tout à fait convaincants d'actions portées par des associations membres de FNE, dont celui d'une collectivité où en sensibilisant des ménages volontaires et en les invitant à peser leurs déchets, on était parvenu à réduire de moitié leur production de déchets.



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

Les grands témoins, Nicolas HULOT et Patrick VIVERET, ont également souligné toute l'urgence de la situation, en insistant sur les changements profonds auxquels nous ne pouvions échapper, changements culturels de modes de raisonnement, de valeurs éthiques, et de façon de compter les choses – la valeur économique et les instruments d'échange.

Sans détailler tout le programme, avec des interventions qui ont toutes retenu une attention très soutenue, comme celle du représentant de la Commission européenne, montrant cartes à l'appui, **l'ampleur des problèmes environnementaux** européens (en particulier pour les sols concernés par un projet de Directive).

UN CERTAIN NOMBRE DE MESSAGES POLITIQUES SONT A RETENIR

D'une certaine manière, **le Congrès de FNE est intervenu comme participant à une relance du processus du Grenelle**. Élus, syndicats, entreprises, ministres sont venus afficher leur volonté de poursuivre sur la voie du dialogue entre partenaires représentatifs, et de continuer à trouver de nouvelles réponses. Chacun a rappelé que la question de la légitimité et de la représentativité des APNE dans la société civile n'était plus vraiment une question, **ce qu'il fallait régler étant désormais les aspects pratiques de cette reconnaissance comme partenaire**, dans les instances et les processus de concertation, notamment à l'amont des décisions, en trouvant les moyens de fonctionnement ainsi que des solutions pour permettre aux bénévoles responsables d'être partie prenante. À cet égard, la Secrétaire d'État à l'écologie, **Nathalie Kosciusko-Morizet**, a indiqué que **2007 a marqué une révolution dans la relation entre les pouvoirs publics et les associations**.

Madame Kosciusko-Morizet a bien voulu rappeler que **l'on avait dû en bonne partie à la maturité dont a fait preuve FNE en juillet dernier, que le « Grenelle » n'ait pas capoté**, alors que beaucoup d'acteurs tentaient de le bloquer. Et que le calendrier politique de 2008 allait bien montrer que le Grenelle n'était pas un épisode dû à un effet de mode, avec les lois en discussion et en préparation, le démarrage des chantiers concrets, et la présidence française comportant un agenda environnemental très chargé.

Michel BARNIER, premier ministre de l'agriculture à prendre la parole devant un congrès de France Nature Environnement, a d'emblée rappelé ses convictions environnementales et son action à la tête du Ministère de l'Environnement, notamment pour faire reconnaître dans la loi le principe de précaution.

Sur la politique agricole, qui coûte 100 € par an à chaque citoyen européen, et que beaucoup voudraient voir détruire, il a affirmé : **« Je suis convaincu que le coût de la PAC est certainement inférieur au coût qu'entraînerait une absence de PAC. L'agriculture ne doit pas être livrée à un libéralisme effréné » et ne doit pas tomber dans le modèle américain ou brésilien de quelques fermes immenses, sans aucune traçabilité**. Convaincu qu'agriculture et environnement ne doivent pas être opposés, il a d'abord tracé ses objectifs pour **une PAC plus préventive, plus équitable, moins productiviste et plus territorialisée**. Il a ensuite affirmé sa volonté **d'engager fortement le Ministère de l'Agriculture dans la réalisation des objectifs du Grenelle de l'Environnement** : sylviculture écologiquement plus responsable, développement de l'agriculture biologique, performance énergétique des exploitations, certification Haute Valeur Environnementale des exploitations, renforcement de la biodiversité, réduction de 50% de l'usage des pesticides.



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

Il s'est particulièrement félicité de l'accord entre France Nature Environnement et la filière bois sur l'objectif de *produire plus et protéger mieux*, tout en soulignant la qualité des propositions de FNE, « claires et intelligentes » sur la certification, avant d'appeler à une coopération renforcée entre le monde environnemental et le monde agricole.

Du côté des **représentants des élus**, l'inquiétude s'est exprimée face à une décentralisation menée par petits bouts et sans cohérence d'ensemble. Ils ont tenu (notamment **Didier Jouve**, Vice-président de Rhône-Alpes) à saluer la qualité de notre nouvelle plate-forme, et à marquer leur engagement pour aller de l'avant sans attendre dans les territoires, avec le souci de travailler avec des partenaires constructifs comme les associations de France Nature Environnement. Par la voix de son président, **Jacques Pélissard**, **l'Association de Maires de France a apporté un appui très clair à la préservation de la biodiversité**, avec la volonté de gérer durablement les espaces en trouvant une autre manière de gérer l'urbanisation.

Les **syndicats** ont exprimé leur reconnaissance à FNE, notamment par la voix de Bernard SAINCY, Secrétaire confédéral de la CGT, et aussi de Marcel GRIGNARD, Secrétaire national de la CFDT. Ils ont néanmoins mis en garde, comme plusieurs interventions des associations de FNE, sur **le risque de « sacraliser » le Grenelle** en notant le difficile chemin restant à parcourir, et en insistant sur les **très fortes résistances des lobbies**. Les territoires comme lieu de l'organisation des « transitions sociales et environnementales » leur paraissent essentiels. Ils ont rappelé que l'essor des emplois d'une nouvelle économie soutenable, qui est un axe porteur, exige de **revisiter les conditions de travail** de secteurs comme le bâtiment, la formation, et les **investissements publics en infrastructures** (intermodalité des transports). Appelant, comme FNE, à un **nouveau rôle pour l'État -coordination, solidarité, péréquation, démocratie-**, ils jugent plus qu'urgente la **nécessité de matérialiser la représentativité des associations, notamment dans les CESR**.

Jean-Louis Borloo, Ministre d'Etat, numéro deux du gouvernement, après avoir rappelé l'exercice improbable qu'avait été le Grenelle, « qui aurait dû exploser deux cent fois », a salué le rôle essentiel qu'avait représenté les centaines d'heures de travail des bénévoles et des permanents de FNE, sans lesquels « le Grenelle aurait été beaucoup plus risqué ». Il a précisé que notre mouvement allait être de plus en plus sollicité.

Evoquant l'impact considérable de l'éco-pastille (bonus-malus) sur la construction automobile et les reconversions difficiles qu'elle implique (Sandouville), ou la menace sur 1 100 emplois chez Air-France que fait peser une éventuelle **taxation du kérosène**, le ministre a rappelé **les difficultés considérables pour réaliser les réorientations profondes actées au Grenelle**. Il a rappelé **les premières avancées importantes obtenues, sur l'automobile, l'activation de la clause de sauvegarde pour le maïs MON810, l'amorce de la refonte des procédures européennes d'homologation, l'abandon du projet minier de la montagne de KAW en Guyane, la refonte du contrôle de la publicité, la remise à niveau en urgence avec 2 milliards de prêts de la Caisse des Dépôt et Consignations des 146 stations d'épuration gravement défectueuses... tout en rappelant qu'il ne fallait pas vivre dans l'illusion du « grand soir »**. Sur le projet de loi OGM en cours de discussion, il a exprimé son espoir, sans masquer les incertitudes et les imperfections actuelles de la loi.



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

Il a insisté sur le rôle pour lui essentiel des **cinq collègues** du Grenelle, « **condition de la révolution culturelle** » et son attachement à des **processus « itératifs, certes imparfaits, mais progressifs » (progressistes)**.

Rebondissant sur l'excellente intervention de Patrick VIVERET, il a souscrit à la nécessité de promouvoir **une nouvelle économie du « juste prix »**, notamment pour le transport, et annoncé une **expérimentation sur une vingtaine de familles de produits** d'une nouvelle tarification du type bonus-malus qui vient de prouver une redoutable efficacité (sur les premiers mois, baisse de 40 à 60% des ventes de voitures émettant plus de 160g CO₂/km, et hausse de 31 à 35% au dessous de 130g !). Il s'est expliqué aussi sur sa stratégie pour avancer sans se faire contrer par l'OMC ou la Direction de la concurrence à Bruxelles, dans cette très forte bataille que les accords de Doha n'ont pas affrontée. Revenant sur la conférence de **Bali**, « mal traitée », **le ministre en a montré la portée historique**, avec le revirement in extremis des Etats-Unis, et l'acceptation par la Chine, l'Inde et les pays du Sud d'entrer dans une vraie négociation des efforts à consentir – avec en perspective la conférence décisive de Poznan qui aura lieu durant la présidence française de l'UE.

Jean-Louis Borloo a conclu sur **le devoir d'enthousiasme** que l'on devait avoir – ce que l'on peut traduire par **notre responsabilité commune et collective**.

Pour conclure, je dois souligner l'accueil positif des propositions de FNE par l'ensemble des participants. Cela a permis de rappeler que la révolution écologique ne se ferait que par une révolution culturelle, nécessitant l'implication de tous, à tous les échelons territoriaux, à commencer par l'appropriation des enjeux par la population.

Pour ce faire, et pour une véritable implication citoyenne, condition essentielle à ce projet, il ne nous faut pas rater le rendez-vous de la reconnaissance des associations comme partenaires à part entière du débat public. L'intervention de **Nicole Notat** est d'ailleurs venue souligner la nécessité de construire la complémentarité de la démocratie participative et de la démocratie représentative pour la pertinence et la qualité de la décision publique. Il est indispensable que cette reconnaissance puisse se traduire concrètement :

- d'une part par la définition d'un statut du cadre bénévole associatif permettant de dégager des possibilités d'investissement ;
- et d'autre part une réforme des institutions et instances de concertation afin de créer les conditions d'un dialogue environnemental renforcé et ayant du sens.

J'ai tenu à conclure ce congrès en indiquant que ce travail devait maintenant se poursuivre, se concrétiser à tous les échelons du territoire ; notre mouvement, du fait de son ancrage dans l'action et la réflexion de terrain à une responsabilité particulière et un rôle important à jouer, sans naïveté et en toute lucidité, dans un esprit d'ouverture et de construction. Cela doit naturellement s'établir de manière progressive, et notamment en sachant créer des synergies par des partenariats ou coopérations. Dans cet esprit, et en témoignage d'un possible travail commun entre associations et monde de l'entreprise, comme l'a par ailleurs souhaité la représentante du MEDEF, **Sophie Ligier**, ce congrès aura aussi été l'occasion pour la fédération de conclure un accord naturel avec la Caisse des Dépôts, eu égard à son implication dans l'aménagement de notre territoire.

Dans cette dynamique nouvelle, établie sur la base d'un dialogue à cinq collègues (Etat, collectivités territoriales, associations environnementales, syndicats employeurs et syndicats salariés), **nous devons nous investir pour assurer les conditions d'une démocratie écologique solide et à la hauteur des enjeux**.

Sébastien Genest, Président de France Nature Environnement